



L'impact économique du coronavirus

21 avril 2020

La propagation de l'épidémie du coronavirus et les semaines de confinement pèsent lourdement sur l'activité économique. Les modèles diffèrent toutefois largement pour mesurer l'impact sur la croissance de la crise sanitaire au point que certaines institutions, s'estimant trop désarmées devant la nouveauté de la situation, refusent à ce stade toutes prédictions et se bornent à une simple « photographie » plus ou moins projetable. D'autres plus hardies, à l'instar de la direction du Trésor, se risquent à quantifier les pertes de Produit intérieur brut (PIB). Ceux qui s'engagent dans cette démarche, à quelques exceptions prêtes, prennent – pas toujours consciemment – pour référence les modèles à anticipations rationnelles qui excluent par hypothèse toute possibilité de durabilité des crises. Pratique pour résoudre des calculs, ce type de modèle évacue le problème central de la coordination des décisions en période de crise. Il en résulte des prévisions follement optimistes. Si l'on recourt par contre aux théories des équilibres conjecturaux et des catastrophes, l'effet économique de la crise révèle toute sa gravité et réclame d'urgence une planification pour en atténuer les conséquences.

La question commence à devenir centrale : quel sera l'impact de la pandémie sur la croissance c'est-à-dire sur l'évolution du Produit intérieur brut (PIB) ? Les estimations pullulent naviguant entre des scénarios préoccupants et un effondrement inédit dans l'histoire moderne de l'humanité. Pourtant les nouvelles générations d'économistes, comme les institutions (DG Trésor, INSEE, ...), sont très peu armées pour répondre à cette interrogation. Quasiment tous sont prisonniers de modèles économiques qui ignorent les crises. Pire, la formation moderne des économistes ne leur permet pas d'appréhender cette problématique tant elle est largement étrangère aux doctrines qui leurs a été enseignées.

Des économistes qui connaissent si peu la crise

Dans un document datant de 1987 Robert Boyer exprimait déjà son inquiétude quant à l'abandon des réflexions sur les crises qui scellait l'incapacité de la théorie économique à avoir un quelconque impact pratique :

« Le présent article avance l'hypothèse que les difficultés contemporaines des théories économiques tiennent pour une part notable à l'évacuation du concept de crise, et, simultanément, à une quasi mise en jachère des analyses de la croissance. »¹

¹ Boyer, R., 1987. « Réflexions sur la crise actuelle », Revue française d'économie, 2, 2, 35-60, p. 36



Un point de vue formulé encore plus sévèrement par Bernard Rosier pour lequel l'explication des crises n'a connu aucun développement digne d'intérêt depuis plus d'un siècle :

« Ainsi esquissé par certains auteurs classiques, puis par Marx, la théorie des crises va connaître de nombreux développements à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e. (Schumpeter considère d'ailleurs que les idées et les faits essentiels concernant l'analyse du cycle ont émergé avant 1914.). »²

En effet, sous l'impulsion notamment de Von Neumann³, la problématique va progressivement se déplacer. L'idée que la croissance puisse être « équilibrée », c'est-à-dire évoluer à un rythme constant, émerge. L'objectif est désormais de déterminer les conditions qui assurent le taux de croissance d'équilibre le plus élevé possible.

Des crises qui se résorbent spontanément

Au début des années 1980 apparaît la théorie des anticipations rationnelle destinée à être rapidement incontournable dans les modèles d'évaluation de la croissance. Implicitement, ou parfois même explicitement, l'idée qu'elle véhicule va devenir omniprésente.

Avec l'avènement des anticipations rationnelles, les producteurs sont supposés employer parfaitement l'information dont ils disposent. L'équilibre est alors permanent. Le thème de la crise est purement et simplement évacué puisque les entreprises prévoient sans erreur les effets d'une perturbation économique. Les réflexions sur la coordination des décisions individuelles sont délaissées tandis que par extension le rôle décisif que joue l'incertitude – si importante en période de marasme – est éliminé des nouvelles théories macroéconomiques.

Dorénavant, la crise est envisagée comme le résultat d'un « choc exogène » à l'instar du coronavirus, qui pour peu qu'on laisse les forces du marché s'exécuter et grâce aux prévisions parfaites des entrepreneurs, se résorbe spontanément. La main invisible assure le retour de l'équilibre.

À la recherche de la concurrence parfaite et de la main invisible

Selon les anticipations rationnelles, l'offre est égale à la demande sur chaque marché. Le processus qui conduit à cet équilibre n'est pas l'objet de la discussion. Tout au plus sait-on que ce processus, appelé « loi de l'offre et de la demande » ou encore « forces du marché », dépend de la variation des prix selon la règle :

$$P'(t) = f(s_i(p(t)) - d_i(p(t))) \text{ avec } i = 1, \dots, n$$

² *Les théories des crises économiques*, Paris, La Découverte, p. 31

³ Von Neumann, J., (1945- 46), « A Model of General Economic Equilibrium », *Review of Economic Studies*, 13, 1, 1-9



où $P = (p_1, \dots, p_n) \in \mathbb{R}_{++}^n$ est un n -uplet représentant le vecteur prix des n biens, s_i et d_i sont respectivement l'offre et la demande de bien i . L'idée de cette équation est simple : les prix baissent quand l'offre est supérieure à la demande et inversement dans le cas opposé⁴.

Cette règle flanquée d'une série de conditions, dites conditions de la concurrence parfaite, permet à l'économie d'être ou de revenir automatiquement à l'équilibre. Il existe deux versions de ces conditions. La première se décline sous une forme axiomatique. Elle est la seule rigoureuse⁵. La seconde est une représentation imagée, aisément accessible à l'intuition mais ayant un rapport plus vague avec la formulation mathématique. Bien plus populaire, elle met en scène les hypothèses suivantes : la libre entrée (création d'entreprise) et la libre sortie sur les marchés (sélection par des faillites), l'atomicité des agents (absence d'influence sur les prix), l'homogénéité des produits, la transparence des prix et la libre circulation des facteurs de production.

Dans ce contexte, le rôle du décideur public se borne à réunir les conditions de la concurrence de sorte que la main invisible irradie de ses bienfaits. Les politiques publiques, avec son cortège de réglementations et de rigidités, sont perçues comme autant d'obstacles à la concurrence et donc à la croissance. La secrétaire d'État à l'économie est évidemment dans cette logique lorsqu'elle déclare le 11 avril, au micro de France Info, qu'il « *faudra probablement travailler plus que nous ne l'avons fait avant* ». La crainte d'Agnès Pannier-Runacher est d'induire à l'occasion de la crise du coronavirus une intervention étatique qui vienne troubler les règles de la concurrence y compris pour les entreprises :

« *L'enjeu est de soutenir les entreprises qui fonctionnaient avant. Celles qui ont un avenir, on doit absolument les soutenir, mais celles qui pour des raisons de gestion internes ne fonctionnaient plus avant l'épidémie, on ne pourra pas être un soutien abusif.* »⁶

Inutile de dire que Geoffroy Roux de Bézieux, président du Mouvement des entreprises de France (MEDEF), est dans le même état d'esprit mais préfère insister sur la situation des salariés. Il exprime ouvertement cette pensée :

« *Il faudra bien se poser la question tôt ou tard du temps de travail, des jours fériés et des congés payés pour accompagner la reprise et faciliter, en travaillant un peu plus, la création de croissance supplémentaire.* »⁷

4 Notons qu'aucune précision n'est apportée sur la forme exacte de la fonction f qui assurerait la convergence vers l'équilibre dont on se contente de dire qu'elle conserve le signe.

5 Le lecteur souhaitant s'attarder sur cette forme mathématique peut se reporter à Guerrien B. (1989), *La théorie néo-classique. Bilan et perspectives du modèle d'équilibre général*, Economica.

6 <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/agnes-pannier-runacher-l-objectif-est-de-soutenir-les-entreprises-qui-fonctionnaient-bien-avant-le-confinement-20200409>

7 <https://www.lefigaro.fr/societes/geoffroy-roux-de-bezieux-la-reprise-c-est-maintenant-20200410>



Si Geoffroy Roux de Bézieux n'a pas de modèle macro-économique à sa disposition pour étayer ses intuitions, tel n'est pas le cas des fonctionnaires de Bercy.

Le nouveau monde, un monde pire qu'avant

Schématiquement, pour le ministère de l'économie, l'ampleur du ralentissement dépendra de la faculté du pays à lever les freins qui empêchent les « lois du marché » de jouer sans entrave. Même si l'expression procède d'un grand flou, on comprend aisément que les entraves sont les acquis sociaux perçus comme autant d'éléments perturbant le libre exercice de la « loi de l'offre et de la demande ». Il n'y a donc rien d'étonnant à entendre Bruno Le Maire évoquer l'obligation future de faire d'intenses efforts qui, à n'en pas douter, concerneront prioritairement les droits des salariés⁸.

Pour argumenter cette vision, le ministre s'appuie sur la direction générale du Trésor qui a depuis longtemps son modèle fétiche d'évaluation de croissance, légèrement adapté ces dernières années. Ce modèle est baptisé « Mésange » pour Modèle Économétrique de Simulation et d'Analyse Générale de l'Économie.

Ambitionnant initialement d'avoir une certaine neutralité théorique, keynésien à court terme et néoclassique à long terme, ce modèle met rapidement les préceptes de Keynes de côté au profit de la macroéconomie néoclassique à agent représentatif.

Avec *Mésange*, le libéralisme a le vent en poupe et honneur est faite à l'école des anticipations rationnelles. L'équilibre est la règle. L'évolution du PIB n'est qu'une conséquence de celui-ci :

« Les fondements microéconomiques du cadre théorique de Mésange demeurent dans l'ensemble inchangés par rapport aux précédentes versions du modèle. On s'attache donc ici davantage à l'équilibre qui en résulte et qui traduit le comportement du modèle à long terme. »⁹

Et de renchérir :

« À long terme, le modèle suit un sentier de croissance régulier (SCR), caractérisé par un même taux de croissance des volumes (et des prix). » (ibid)

Avec un modèle aussi caricatural, une crise est forcément de nature exogène. Elle est susceptible d'entraîner momentanément des perturbations mais les producteurs, qui connaissent la véritable manière dont fonctionne l'économie, prennent les décisions adaptées pour rétablir un équilibre après avoir intégré la nouvelle donne. La crise est transitoire.

Autant dire que ce modèle convient à la philosophie ultra-libérale d'Emmanuel Macron puisqu'il n'y a qu'à s'en remettre à la providence d'un marché bien organisé, *i.e.* parfaitement

8 https://www.liberation.fr/france/2020/04/12/travailler-plus-le-gouvernement-prepare-les-francais-a-un-apres-difficile_1785001

9 Direction des Études et Synthèses Économiques, Le modèle macroéconométrique Mésange : réestimation et nouveautés, Document de Travail, 2017, p.19



concurrentiel, pour que les choses reviennent dans l'ordre.

Dans ces conditions, de préservation de la concurrence, la France a la faculté de limiter ses pertes de PIB à 8 % sur l'année. Mais il convient de garder à l'esprit que dans le modèle utilisé pour obtenir cette évaluation, les questions de coordination – si fondamentales pour sortir de la crise – sont évacuées (par simple hypothèse). On comprend dès lors la réticence du gouvernement à planifier !

Restaurer la concurrence libre et non faussée

Pour d'autres, des obstacles empêchant l'économie d'être exactement à l'équilibre – mais supportables en temps habituel – s'apparentent à d'intolérables calamités en période de tempête. Les interventions et dépenses de l'État deviennent alors hautement suspectes et empêchent la fluidité, l'agilité, la flexibilité du marché de s'exercer avec bonheur. Si en ces moments de tensions sociales peu de responsable n'ose exprimer cette pensée aussi crûment, le Professeur Salin – si populaire lorsque Jean-Pierre Raffarin conduisait les affaires de la patrie – s'en fait ouvertement l'écho :

« Il est donc évident que l'augmentation du déficit public ne doit pas être considérée comme une politique de relance économique. Ce que l'on devrait donc souhaiter c'est non pas que l'État emprunte davantage, mais qu'il diminue ses dépenses publiques pour un montant égal à la diminution de ses ressources fiscales. »¹⁰

Il récidive quelques jours plus tard dans le journal Le Monde en s'attaquant au concept de demande à travers une argumentation relativement technique :

« Le concept même de demande globale est dépourvu de sens. Il est possible de s'en rendre compte intuitivement. Supposons qu'il existe une économie composée seulement de deux individus qui produisent chacun un bien et échangent entre eux. Chacun décide ses efforts productifs en fonction de ce qu'il peut obtenir en contrepartie, et cela les conduit à déterminer un prix relatif entre leurs deux biens. Si l'un d'eux augmente sa demande, il ne pourra obtenir satisfaction qu'en acceptant un prix relatif plus élevé pour le bien qu'il achète, c'est-à-dire qu'il devra offrir une plus grande quantité de son propre bien. L'activité productive dépend donc de l'évolution des prix relatifs. Compte tenu des technologies existantes et de leurs préférences personnelles, les individus décident le niveau de leur production en fonction de ce qu'ils désirent acheter et donc des prix relatifs. Parler d'augmentation de la demande par un individu a un sens, mais parler de la « demande globale » des deux individus n'en a pas, puisque l'augmentation de la demande d'un individu augmente le prix relatif, et l'augmentation de la demande de l'autre individu implique une diminution de ce même prix relatif. »¹¹

À suivre ses interventions, les politiques publiques visant à réduire la crise par des dispositifs de soutien de la demande dilapident l'argent du contribuable. Au-delà de l'effort conceptuel demandé au lecteur pour suivre son propos, celui-ci est surtout tautologique. Dans le modèle de concurrence parfaite, au sein duquel raisonne Pascal Salin, la demande des ménages dépend

¹⁰ <https://www.contrepoints.org/2020/04/14/369022-non-bruno-le-maire-la-dette-publique-nest-pas-un-choix-responsable>

¹¹ https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/03/27/pascal-salin-on-ne-resoudra-pas-une-crise-de-l-offre-en-augmentant-la-demande_6034593_3232.html



effectivement des goûts des individus (et de leurs dotations initiales). Mais, surtout, les entreprises considèrent, là aussi par hypothèse, qu'ils peuvent vendre la totalité de leur production sans subir de contrainte en quantité. Partant de ce postulat la demande globale ne joue évidemment aucun rôle.

Quoi qu'il en soit, le rôle marginal que joue la demande est une constante chez les libéraux les plus tenaces. C'est en substance aussi la position de l'Institut Montaigne, à travers la plume d'Éric Chaney, lorsqu'elle présente deux scénarios. Le premier en V, optimiste, prévoit une sortie de crise rapide. Le seconde en L/W, pessimiste, table sur des soubresauts. L'orientation entre l'un ou l'autre de ces scénarios tient quasi-exclusivement aux conditions du déconfinement :

« Si les conditions d'une sortie de confinement dans de bonnes conditions sanitaires n'étaient pas remplies, un redémarrage de l'épidémie deviendrait probable. Dans ce cas, on peut craindre que, dans un premier temps, les autorités ne tergiversent, faute d'avoir toute l'information disponible (le virus semble avoir un temps de mutation assez lent, mais il mute quand même), avant de se résoudre à ré-imposer un confinement total ou partiel. Pour l'économie du pays, ce serait un véritable scénario catastrophe. »¹²

La durée de la crise se confond donc avec le temps nécessaire pour en revenir aux conditions de la concurrence synonyme de fonctionnement idéal des marchés. Elle correspond au temps que le choc exogène met à se dissiper c'est-à-dire présentement à l'étendue du confinement. Plus précisément, pour l'auteur, le succès du déconfinement dépend des informations à la disposition des autorités et de leur connaissance du virus. Un déconfinement réussi conduit à une chute du PIB de l'ordre 10 % en 2020 mais compensé par une hausse de 12 % en 2021. À l'inverse un déconfinement qui s'éterniserait amène à un affaissement de 16 % du PIB en 2020 et de 2 % en 2021.

Notons pour conclure que le scénario de la chute brutale de la croissance suivie d'un vif rebond est privilégié par d'autres organisations comme l'*Office for Budget Responsibility* en Angleterre. En effet, l'office estime, sur la base d'un confinement de 3 mois prolongé par 3 mois de restrictions partielles, que le PIB se contractera de 35 % au second trimestre 2020, avant un rebond spectaculaire amenant au final la croissance à s'établir à - 13 % sur l'année 2020¹³.

Une reprise (très) incertaine

Plus originaux sont les travaux de Jacques Sapir et ses collègues du CEMI qui excluent une reprise rapide de l'activité économique, consommation et production incluses :

« Pour ce qui est de la consommation, même si - du fait du confinement - on a sous-consommé durant ces semaines de confinement, les ménages ne vont pas consommer en 1 ou 2 semaines l'argent qui a été accumulé. Psychologiquement, des comportements de

12 <https://www.institutmontaigne.org/blog/quand-linsee-remet-les-pendules-lheure-saligne>

13 <https://obr.uk/coronavirus-reference-scenario/#economic-scenario>



précautions peuvent prévaloir. Pour ce qui est de la production, les capacités de production ne seront pas utilisées à 100 % immédiatement. On peut donc estimer que le dé-confinement sera progressif. »¹⁴

Ce scénario de « l'hypothèse banche-neige » traduit un long endormissement de l'économie. Sans vraiment le mentionner, ce point de vue s'appuie sur la théorie du « déséquilibre ». La terminologie est malheureuse car les déséquilibres sont en réalité des équilibres peu souhaitables dits « non-walrasien » en opposition à ceux recherchés qualifiés de « walrasien ». Le vocabulaire est ici fondamental car un déséquilibre est par essence fugace alors qu'un équilibre, souhaitable ou non, est une situation où « rien ne bouge » qui se reproduit à l'identique.

Pour Sapir, la possibilité d'un « déséquilibre » vient pour l'essentiel d'une épargne de précaution qui restreindra les débouchés des entreprises. L'ampleur de cette épargne est corrélée avec la capacité du gouvernement à rassurer :

« Ici, la responsabilité du gouvernement sera importante. S'il annonce des mesures laissant présager que les ménages pourraient avoir à payer une partie du coût du confinement, et s'il prépare un possible retour de l'épidémie avec la même incompétence qu'il a manifestée en février et début mars à l'arrivée du Covid-19, on peut craindre que le volume de cette épargne de précaution soit très important. »¹⁵

Le discours, profondément keynésien qui met l'accent sur les facteurs psychologiques, tranche avec les orientations précédentes exclusivement focalisées sur la production. Les pertes de croissance de l'année 2020 tiennent donc pour une large part à la capacité des autorités à orienter favorablement les anticipations des consommateurs. Si le gouvernement y parvient la perte du PIB sur l'année 2020 pourrait être circonscrite à 6,9 % mais s'élever à 10,3 % dans une optique moins heureuse.

Il peut sembler paradoxal, en dépit du fait que Sapir prenne en compte la question des débouchés, d'observer que ses chiffres de croissance sont moins inquiétants que ceux de l'Institut Montaigne. Cela tient au fait que le système de sécurité sociale est perçu d'un côté comme un amortisseur de crise protégeant la demande d'une contraction excessive tandis que de l'autre il est assimilé à un ensemble de rigidités qui freine la production et empêche l'économie de s'adapter.

Toutefois Jacques Sapir part d'un postulat tout de même optimiste : le déconfinement sera synonyme de reprise, plus ou moins différée, de la consommation et de la production. Or, rien n'est moins sûr. Les semaines de confinement, de fermetures forcées des commerces, se traduiront par des faillites ainsi que des ruptures d'approvisionnement dont on peut supposer qu'elles induiront des contraintes quantitatives beaucoup plus prégnantes qu'escomptées.

14 <https://www.les-theses.fr/russeurope-en-exil-lhypothese-blanche-neige-les-previsions-de-linsee-et-leur-discussion-par-jacques-sapir/>

15 <https://fr.sputniknews.com/economie/202004051043472057-jacques-sapir-l-economie-confinee-prelude-a-une-depression-majeure>



De l'INSEE à la Banque de France

Dans l'exercice de la prévision, l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) témoigne d'une position singulière. Il partage une partie de ses méthodes avec la direction du Trésor, notamment le fameux modèle *Mésange* issu d'un travail collaboratif, qu'il agrmente d'une foule d'indicateurs pour en assurer le calibrage.

Il en résulte parfois d'étonnantes erreurs d'appréciations à l'instar de la note de conjuncture publiée en décembre de l'année précédente qui mentionne que « *la croissance française s'établirait à + 0,33 % au quatrième trimestre 2019* »¹⁶ alors qu'elle se stabilisa en réalité à - 0,1 % !

Sans doute échaudé, l'INSEE fait preuve en la circonstance de la plus extrême retenue sur sa capacité à établir des prévisions. Finalement, c'est plus sur des observations à posteriori que sur des modèles économiques que ses anticipations sont fondées. Le ralentissement constaté de l'activité au cours du mois écoulé sert de base à la prédiction concernant l'impact du confinement :

*« Au 9 avril 2020, compte tenu des informations que l'Insee a pu recueillir, l'ordre de grandeur de cette perte d'activité est confirmé. Elle est évaluée à plus d'un tiers du PIB (- 36 %). »*¹⁷

Fort de ce constat empirique, l'INSEE évalue la perte de PIB à 3 points par mois de confinement mais sans témérité quant à la projection de cette estimation sur le PIB annuel :

« La perte effective sera en toute hypothèse supérieure car, comme beaucoup d'économistes l'ont déjà noté, il est très peu probable que la sortie du confinement s'accompagne d'un retour immédiat de l'activité économique à la normale : la sortie de confinement sera progressive, la réouverture des commerces fermés et la reprise des habitudes de consommation ne seront pas instantanées, la disponibilité des personnes actives en charge d'enfants à garder ne sera pas forcément acquise tout de suite. » (ibid).

Sans les nommer, et sans renoncer dans ses documents à utiliser le vocabulaire libéral en vigueur de « chocs » pour parler des origines de la crise, l'INSEE envisage l'existence de goulots d'étranglements, d'effets de reports, de contraintes organisationnelles susceptibles d'impacter encore plus fortement l'évolution de la croissance. C'est pourquoi, à ce stade, on ne trouve trace dans les « points de conjuncture » mensuel de l'Institut d'une prévision d'évolution du PIB. Seule figure une mise en garde quant à la durabilité de la crise économique qui se dessine :

« Plus les chaînes de valeur dans certaines filières mettront du temps à se réorganiser, plus les activités dans certains services aux entreprises seront durablement pénalisées.

Au-delà de leurs effets contemporains, ici estimés, les dispositions prises pour contenir l'épidémie auront donc une ombre portée sur les semaines et les mois qui suivront, ce d'autant plus que la période de confinement sera longue. » (ibid)

16 « Note de conjuncture », INSEE, Décembre 2019.

17 « Point de conjuncture », INSEE conjuncture, Avril 2020.



Et de préciser encore davantage les motifs de cette grande prudence :

« La reprise de l'activité prendra alors du temps, du fait de contraintes d'offre (reprise progressive selon les secteurs, problèmes d'approvisionnement, déconfinement partiel, etc.) comme de demande (baisse probable du revenu des ménages et des entreprises, climat d'incertitude, reprise asynchrone des autres économies, etc.). Il est donc difficile, à ce stade, de prévoir et quantifier l'ampleur et la temporalité de la reprise de l'activité économique. » (op.cit, p. 6)

Les économistes-statisticiens de la Banque de France prennent la même précaution que leurs homologues. Ils estiment, à juste titre, que leur modèle usuel n'est pas adapté. Ils se contentent donc eux aussi d'une « photographie ». Celle-ci diffère légèrement des chiffres de l'INSEE puisqu'elle laisse entrevoir une perte de croissance plus importante :

« Toutes choses égales par ailleurs, chaque quinzaine de confinement ampute le niveau du PIB annuel de près de - 1,5 %. Cet ordre de grandeur s'obtient en divisant l'estimation de la perte du PIB pendant une quinzaine (- 32 %) par le nombre de quinzaines dans l'année (24). Il ne doit toutefois pas être extrapolé abusivement. Il est en effet possible que la perte de PIB par quinzaine évolue à mesure que la durée cumulée de confinement s'allonge. »¹⁸

Nos estimations

S'il semble acquis que la perte mensuelle de croissance se situe entre 3 et 5 % durant le confinement, le débat porte sur la période post-confinement. Or l'évaluation de l'impact de la crise du coronavirus dépend fondamentalement du modèle que choisit le théoricien c'est-à-dire de sa représentation du fonctionnement de l'économie.

Un cadre qui nous semble adapté pour évaluer les effets du coronavirus est celui des équilibres conjecturaux. Ce cadre d'analyse développé par Frank Hahn (1978)¹⁹ présente l'avantage d'intégrer des situations où l'économie est « bloquée » et cela même si l'on instaure, ou réinstaure, des situations de concurrence parfaite. En outre, les travaux de Hahn invitent à considérer que les entrepreneurs anticipent des contraintes en quantité (pénurie, rationnements, etc.) pour fixer les prix et les futurs volumes de production. La fin du confinement est loin alors de signifier une reprise énergique de l'activité. Dans le pire des cas, un redémarrage significatif peut même ne jamais avoir lieu. Tout dépend de l'aspect « optimistes » ou « pessimistes » des conjectures des entreprises concernant l'intensité des contraintes auxquelles elles supposent devoir faire face.

Quelques auteurs se sont essayés à préciser davantage les choses, dans un cadre certes très simplifié, afin de mieux appréhender les chances de revenir à la situation d'équilibre que souhaitent les partisans de la concurrence libre et non faussée. Un résultat intéressant est présenté par Roberts (1987)²⁰. Ce dernier suppose à la fois que les entreprises mesurent avec la plus grande

¹⁸ https://www.banque-france.fr/sites/default/files/media/2020/04/08/200407-point_de_conjoncture_banque_de_france_v2a_modele2.pdf

¹⁹ « On non-walrasian equilibrium », Review of economic studies, 45, 1-17.



justesse les contraintes en quantité qui s'exercent sur elles et qu'elles appréhendent aussi parfaitement les effets de leurs réactions (variation des prix et / ou des quantités) sur les autres agents économiques. En dépit de ces hypothèses scandaleusement fortes, Roberts constate que l'équilibre de concurrence parfaite (« walrasien ») est un état plausible, parmi une infinité d'autres, mais généralement non réalisé. Le scénario d'une reprise rapide jouit d'une très faible probabilité au regard du nombre de situations possibles.

Popularisée dans les milieux scientifiques par Zermelo ainsi que René Thom (1972)²¹, et appliquée à l'économie grâce aux publications de Balasko, la théorie des catastrophes propose un apport intéressant pour cerner les effets de la crise qui complète parfaitement l'analyse des équilibres conjecturaux. La théorie des catastrophes s'intéresse à des baisses brutales de variables économiques et s'interroge sur la manière ainsi que le temps nécessaire pour restaurer la situation antérieure. Elle insiste sur le « principe de continuité » qui régit les périodes post-catastrophes. Synthétiquement, celui-ci énonce qu'il n'est possible de passer d'un équilibre donné qu'à un autre situé dans son voisinage immédiat en suivant un continuum. En conséquence le principe de continuité s'oppose à une réversibilité rapide qui ne sera possible qu'après un long laps de temps.

En combinant ces deux approches et en prenant pour base les observations de l'INSEE qui établit la perte de PIB à 3 points par mois durant le confinement, un scénario optimiste (fondé sur des anticipations positives des entrepreneurs) amène à une baisse de croissance légèrement supérieur à 15 % du PIB. Un scénario pessimiste, avec des anticipations négatives, entraîne une perte de PIB de plus de 23 %.

Ces chiffres sont redoutables et largement supérieurs à ceux qui ont engendrés les grandes crises du début des années deux mille en Argentine où la croissance était de - 10,9 % (chiffre de 2002). Des crises immortalisées par une débâcle financière, de graves situations de pénurie et des ruées dans les commerces alimentaires.

Conclusion

L'évaluation de l'impact de la crise dépend – même s'ils ne s'en rendent pas toujours compte – surtout du schéma théorique que retiennent les économistes. Mue par une idéologie libérale et faute d'en avoir approfondie d'autres, instinctivement la grande majorité prene celui des anticipations rationnelles. Même si quelques raffinements sont adoptés, la crise est unanimement perçue comme le résultat d'une perturbation externe qu'est le virus. Leurs recommandations sont généralement d'intervenir pour permettre à la concurrence de s'exercer et par la même au

20 « An equilibrium model with involuntary unemployment at flexible, competitive prices and wages », *American Economic Review*, 77, 856-874.

21 *Stabilité Structurelle et Morphogénèse*, Benjamin Reading.



marché de retrouver sa splendeur.

Quelques économistes moins dociles, à l'instar de Jacques Sapir, ne sont pourtant pas prisonniers de l'idéologie du marché régulateur. Ils s'intéressent aux problèmes de débouchés et essaient d'en sentir la profondeur sans toutefois aller jusqu'à envisager que la production, trop contrainte, redémarrera mal et peu. Pourtant, il nous semble que la consommation ne décollera pas dans les proportions espérées du fait du développement d'une épargne de précaution ainsi que de la hausse du chômage qui réduira la rémunération de nombreux travailleurs.

D'après nous, l'énorme faiblesse des modèles prospectifs de croissance est de considérer la crise comme exogène. Il nous semble pourtant que le virus du Covid-19 n'est nullement un choc extérieur affectant un système harmonieux ou fonctionnant peu ou prou. Bien au contraire, la crise économique n'est que l'extension des multiples incapacités du système actuel à assurer la satisfaction des besoins fondamentaux des français. La crise du coronavirus est l'expression sanitaire d'une crise économique endogène.

Vu sous cet angle, les scénarios, déjà terribles, qui prévoient une baisse de la richesse nationale de l'ordre de 9 % en 2020 semblent follement optimistes. La France se dirige vers une récession d'une extrême gravité, marquée par un effondrement du PIB annuel dans des proportions inconnues jusqu'à présent, qui appelle le recours à une planification économique. Une planification capable de réduire l'incertitude de la période et d'ordonner à un marché qui ne régulera rien par lui-même dans la mesure où la crise du coronavirus est d'abord une crise économique dont les aspects sanitaires sont que la partie émergée de l'iceberg.

